

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCILCONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIALUNRESTRICTED  
E/CN.4/AC.2/SR/8  
10 December 1947  
French  
Original: ENGLISHCOMMISSION DES DROITS DE L'HOMMEDEUXIEME SESSIONGROUPE DE TRAVAIL SUR LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

Compte rendu de la huitième séance tenue au Palais des Nations,  
Genève, le mercredi 10 décembre 1947, à 10 heures.

## Présents:

Présidente: Mme F.D. ROOSEVELT (Etats-Unis)

Rapporteur: M. CASSIN (France)

Membres: M. Stepanenko (Biélorussie)

M. Amado (Panama)

M. Romulo (Philippines)

M. Bogomolov (U.R.S.S.)

Observateur: M. Heppel (Royaume-Uni)

## Représentantes de la Commission de la Condition de la Femme:

Mme Begtrup

Mme Uralova

Secrétariat: Mlle Kitchen

## Institutions spécialisées: M. Havet (UNESCO)

M. Barble (OIR)

M. de Givry (OIT)

## Organisations non gouvernementales:

Catégorie A: M. Vanistendael (Confédération internationale  
des Syndicats chrétiens)Catégorie B: Dr Jeanne Eder (Conseil international des  
femmes)M. F. Nolde (Commission des Eglises chargée  
des Affaires internationales)Mlle de Romer (Union internationale des ligues  
féminines catholiques)M. M. Winn (Conseil consultatif des organisa-  
tions juives)M. Brotman (Bureau de coordination des Orga-  
nisations juives)

M. Easterman (Congrès juif mondial)

Examen du rapport du Comité de rédaction (document E/CN.4/21  
Annexe F)

Article 17.

LA PRESIDENTE signale la difficulté que présente la définition, en termes précis, du droit à la propriété individuelle. Après une étude approfondie, la seule formule qui se soit, d'une manière générale, révélée acceptable pour les Etats-Unis est la courte phrase suivante: "Nul ne peut être privé arbitrairement de sa propriété". L'article 10 (A/148), proposé par le Panama, est d'une teneur équivalente, mais semble trop compliqué; elle espère que le texte des Etats-Unis sera approuvé.

M. AMADO (Panama) déclare qu'il y a deux idées bien distinctes: d'une part, la reconnaissance du droit à la propriété individuelle, et, d'autre part, le droit d'être protégé contre la dépossession des biens sans indemnité; les deux idées doivent être exprimées.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) estime qu'il convient de tenir compte de la diversité des systèmes économiques dans les différents pays. Il évoque, à titre d'exemple, la structure sociale de l'U.R.S.S. où la propriété repose principalement sur une base coopérative. Il est impossible, dans la rédaction de cet article, de viser exclusivement la propriété individuelle.

M. AMADO (Panama) fait observer que des vues similaires ont été exposées devant l'Institut américain de droit par un représentant soviétique, auquel la formule "tout individu a droit à la propriété individuelle, conformément à la législation générale en vigueur" a donné satisfaction.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) estime qu'il est préférable

de trouver une formule abstraite qui puisse s'appliquer aux différents systèmes sociaux.

M. CASSIN (France) propose le texte suivant, qui tient compte à la fois de celui du Comité de rédaction et des vues du représentant de Panama.

"Tout individu a droit à la propriété individuelle dans les conditions prévues par le régime général de l'Etat sur le territoire duquel les biens sont situés." - texte auquel s'ajouterait la formule concise des Etats-Unis. En réponse au représentant des Philippines, il définit le "régime général" comme celui dans lequel le droit de propriété serait conféré par la loi" dans le cadre de la structure économique du pays".

LA PRESIDENTE déclare que la proposition française, si l'on y remplace l'expression "régime général" par le mot "loi", semble répondre aux vues du groupe et le texte suivant est adopté par 4 voix avec 2 abstentions:

"Article 17. Tout individu a le droit de posséder des biens conformément aux lois du pays où ces biens se trouvent.

Nul ne peut être privé arbitrairement de ses biens".

#### Article 31.

LA PRESIDENTE déclare que la délégation des Etats-Unis est disposée à approuver le texte du Comité de rédaction, en y remplaçant le mot "primaire" par le mot "élémentaire". Elle désirerait également que, dans un commentaire, on réserve le droit à l'enseignement privé.

M. EASTERMAN (Congrès juif mondial) déclare que son Organisation a des vues très nettes à cet égard. L'article 31, dans sa rédaction actuelle, fournit un cadre technique d'instruction

mais ne contient aucune indication relative à l'esprit dans lequel doit être donnée cette instruction, ce qui est pourtant un élément essentiel. L'omission de ce principe en Allemagne a été la cause principale de deux guerres désastreuses. Il propose la rédaction suivante: " L'Instruction devra permettre à la personnalité humaine d'acquérir son plein épanouissement, renforcer le respect des droits et libertés fondamentales de l'homme, et combattre l'esprit d'intolérance et de haine à l'égard d'autres nations ou groupes ethniques ou religieux, où qu'ils se trouvent."

Melle ROMER (Union internationale des Ligues féminines catholiques) soulève la question de l'éducation religieuse qui, selon l'opinion de la Présidente, est traitée à l'article 20.

M. AMADO (Panama) déclare qu'il s'associe aux deux orateurs précédents et qu'il est disposé à faire siennes leurs suggestions en les incorporant dans une proposition de sa délégation.

Le Général ROMULO (Philippines) se rallie également à cette manière de voir, mais estime que l'allusion à l'enseignement religieux devrait prendre la forme d'un commentaire.

M. CASSIN (France) estime que les aspects moraux et religieux devraient, l'un et l'autre, être traités en termes plus précis. Il pense que le texte présenté par le Congrès juif mondial est trop long et devrait être remanié pour être introduit dans un commentaire.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) considère que la question de l'instruction est d'une importance capitale. L'article devrait définir de façon plus précise le rôle joué par l'Etat à tous les degrés de

l'enseignement, y compris la formation professionnelle des adultes. Dans un grand nombre de pays, dont le sien, l'Eglise est séparée de l'Etat, dont les obligations se limitent dès lors à un enseignement de caractère non religieux et impartial. Cette fonction, toutefois, devrait être définie en termes précis par l'article, afin que l'enseignement soit donné selon les principes démocratiques et inspiré d'un esprit de lutte contre le fascisme et les horreurs de la guerre.

M. AMADO (Panama) déclare que, tout en respectant les systèmes de gouvernement propres aux différents Etats, il estime nécessaire de chercher à concilier leurs conceptions. La discussion porte sur deux points distincts : la religion et la lutte contre l'intolérance. L'article 20 reconnaît judicieusement le droit à l'enseignement religieux, mais l'article 31 envisage l'instruction sous une forme concrète. Pour la plupart des pays l'instruction sans fondement religieux n'est qu'une simple formation du même ordre que la formation professionnelle. On peut en dire autant de l'instruction que n'inspire pas un esprit de lutte contre l'intolérance. Le texte même de l'article, et non le commentaire, doit préciser ces deux points.

M. HAVET (UNESCO) déclare que l'Organisation qu'il représente insiste non seulement sur le droit à l'enseignement, mais aussi sur son caractère pacifique et sur l'esprit de tolérance qui doit l'animer. L'UNESCO élabore actuellement un programme d'éducation élémentaire où le droit, égal pour tous, à une instruction minimum, est considéré comme un moyen d'établir la coopération dans le monde. Il demande que le commentaire contienne une allusion à ce programme.

M. CASSIN (France) propose la rédaction suivante : "L'instruction doit tendre au plein développement des facultés physiques, intellectuelles et morales de l'individu. Elle doit reposer sur le respect des droits de l'homme et exclure les haines de race, de nationalité, de religion ou autres ."

Il est opposé à l'allusion à l' "intolérance " que propose d'introduire dans le texte le représentant du Congrès Juif mondial.

M. AMADO (Panama) estime que les mots " physique, intellectuel et moral " devraient être insérés dans le texte.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) est d'avis que l'insertion de tous ces qualificatifs alourdit l'article 31. Selon lui, il est évident que l'instruction doit être donnée à l'individu pour lui permettre de remplir ses obligations à l'égard de la communauté.

LA PRESIDENTE met aux voix le texte de l'article 31 rédigé par le Comité de rédaction, en remplaçant le mot "primaire" par le mot "élémentaire", au commencement de la seconde phrase.

Ce texte est adopté par 4 voix contre 1 et 1 abstention.

La rédaction suivante, proposée par la Présidente, comme commentaire à l'article 31, est adoptée par 4 voix contre 1 et 1 abstention.

" Le droit à une éducation privée doit être respecté et dans les pays qui le désirent, l'éducation religieuse

doit être autorisée dans les établissements d'enseignement." Enfin, l'article suivant, proposé par le représentant du Congrès juif mondial et amendé au cours de la discussion est mis aux voix et adopté comme nouvel article 31 (a), par 5 voix, avec 1 abstention.

"L'éducation doit viser au plein développement physique, intellectuel et moral de la personnalité humaine, au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et doit combattre l'esprit d'intolérance et de haine contre les autres nations ou groupes ethniques ou religieux en tous lieux."

#### Article 32

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) estime que l'article 32 est indispensable et doit être révisé de manière à indiquer d'une manière détaillée les conditions dans lesquelles l'employeur, qu'il s'agisse de l'Etat ou d'une entreprise privée, assumera l'obligation d'accorder des loisirs à ceux qu'il emploie. Il ajoute que, selon lui, les organisations syndicales devraient être autorisées à exercer un contrôle en vue d'assurer le droit des travailleurs aux loisirs.

LA PRESIDENTE fait observer que la difficulté réside dans la diversité des modalités d'emploi dans les différents pays. Elle signale qu'aux Etats-Unis d'Amérique l'emploi par les entreprises privées est réglé par contrat, sous le contrôle des syndicats, et que l'emploi par l'Etat est régi par la loi. Elle propose que le texte demeure sous la forme de l'énoncé d'un principe général, et si l'on estime nécessaire de préciser que l'on y ajoute les mots suivants "fixée par accord entre travailleurs et employeurs ou par la loi".

Mme URALOVA (Représentante de la Commission de la Condition de la Femme) souligne l'importance que revêt la garantie du droit

aux loisirs pour les travailleurs, hommes et femmes. Elle estime que l'Etat doit en vertu de la loi, être chargé de garantir les droits de des travailleurs à un repos et à des loisirs suffisants ainsi qu'à des conditions de vie satisfaisantes. Elle ajoute que selon la Commission de la Condition de la Femme, le droit à la protection de la santé présente une importance particulière pour les femmes. Elle fait observer qu'en Biélorussie la protection de la santé des travailleurs, hommes et femmes, est une obligation qui incombe à l'Etat, sous le contrôle des syndicats; l'assistance médicale y est gratuite et de nombreuses organisations d'hygiène sont à la disposition des travailleurs des deux sexes. A son avis, un article de la Déclaration devrait consacrer cette obligation qui n'est pas encore reconnue dans tous les pays.

LA PRESIDENTE fait observer que les dispositions relatives à la santé seront examinées à propos de l'article suivant.

Le Général ROMULO (Philippines) propose de supprimer les mots "une juste part" une telle restriction n'ayant pas été introduite dans le texte des articles antérieurs, rédigés en termes généraux. Il propose d'ajouter la phrase : "Le repos et les loisirs seront garantis à chacun par la loi ou les contrats qui assureront une limitation raisonnable de la durée du travail et des congés payés périodiques."

M. CASSIN (France) se prononce en faveur du texte du Comité de rédaction; il estime en effet qu'il existe des différences entre les types de contrats de travail employés dans les différents pays. Il propose de formuler dans un commentaire les modalités



et règles selon lesquelles s'exercerait le contrôle du droit aux loisirs, tel qu'on se propose de l'établir. Il approuve l'amendement présenté par le représentant des Philippines et propose d'y insérer l'expression "en particulier" après le mot "assureront".

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) déclare qu'à son avis il ne conviendrait pas de séparer les déclarations de principes des mesures d'application et de mise à exécution des droits, une telle distinction pouvant rendre l'article inopérant. Il propose que le groupe de travail décide si les dispositions relatives à l'application doivent être maintenues dans le corps même de l'article.

LA PRESIDENTE fait remarquer qu'en bien des cas les dispositions relatives à l'application des droits ont été insérées dans un commentaire et non dans le corps même de l'article, aussi estime-t-elle qu'insérer des dispositions de cette nature dans le corps de l'article 32 nuirait à l'harmonie de l'ensemble.

M. VANISTENDAEL (Confédération internationale des syndicats chrétiens) appuie les propositions du représentant de l'U.R.S.S.

LA PRESIDENTE met aux voix la motion tendant à insérer dans le corps même de l'article le texte proposé par le commentaire; la motion est rejetée par 2 voix contre 2 et 2 abstentions.

LA PRESIDENTE met aux voix la motion tendant au maintien du texte de l'article 32 proposé par le comité de rédaction;

la motion est approuvée par 4 voix avec 2 abstentions.

La PRESIDENTE met aux voix la motion tendant à adopter sous forme de commentaire le texte proposé par le représentant des Philippines, en y insérant les mots "en particulier" après le mot "assureront".

La motion est adoptée par 5 voix, avec une abstention.

Le Général ROMULO (Philippines) propose la formule d'introduction suivante : "Le Groupe de travail estime que ....."; sa proposition est acceptée.

### Article 33

La PRESIDENTE annonce que le texte de cet article, tel qu'il figure dans le projet de rédaction, a été emprunté à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé.

M. BOGOMOLOV (URSS) estime que la traduction en russe du texte du Comité de rédaction a un caractère plutôt mystique. Le texte lui paraît trop général. Il propose de reconnaître expressément dans cet article le droit de l'individu à une protection appropriée de sa santé. Il incombe à l'Etat, selon lui, de garantir à l'individu une assistance médicale peu coûteuse et facilement accessible et de prendre les mesures générales que commande la protection de sa santé.

LA PRESIDENTE considère que l'expression "l'Etat et la communauté", qui figure au paragraphe 2 du texte de l'article, répond aux desiderata du représentant soviétique. Elle estime qu'il n'est pas possible de préciser davantage, étant donné les différents systèmes établis dans les divers pays pour la protection de la santé.

M. CASSIN (France) reconnaît que le texte est trop vague et propose la rédaction suivante qu'il juge plus précise :  
"Chacun a droit à ce que sa santé soit protégée grâce à un logement satisfaisant, à une alimentation suffisante et à des soins médicaux appropriés". Il estime que la seconde phrase pourrait figurer dans un commentaire.

La PRESIDENTE estime, elle aussi, que la seconde partie du texte du Comité de rédaction devrait être insérée dans le commentaire. A son avis, il serait difficile pour de nombreux pays de souscrire à toutes les dispositions de cet article.

M. BOGOMOLOV (URSS) estime que le texte demande à être rendu encore plus clair. Il souligne l'importance de mesures garantissant à toutes les catégories de personnes se trouvant dans des conditions matérielles précaires, en particulier aux travailleurs, une assistance médicale appropriée. Celle-ci n'est pas nécessaire aux classes plus aisées. Il considère que l'assistance médicale à bon marché peut être assurée par voie d'impôts frappant les classes plus aisées. Il comprend que la gratuité de l'assistance médicale est un objectif trop éloigné de la réalité, mais il souligne à nouveau que le but essentiel de l'article 33 est d'assurer aux classes les plus pauvres une assistance médicale appropriée.

Le Général ROMULO (Philippines) propose l'amendement suivant : "Chacun sans égard à sa condition économique ou sociale a droit à ce que sa santé soit préservée grâce à une nourriture, des vêtements, un logement suffisants et à des soins médicaux."

Mme URALOVA (Représentante de la Commission de la Condition de la Femme) estime que l'article 33 est rédigé d'une manière trop abstraite, car il n'établit pas l'obligation de l'employeur ou de l'Etat. Il convient à son avis de souligner le devoir qui incombe à l'Etat d'assurer des soins médicaux aisément accessibles aux classes les plus pauvres, en particulier aux travailleurs.

M. VANISTENDAEL (Confédération internationale des Syndicats chrétiens) s'associe aux vues des représentants des Philippines et de l'U.R.S.S.

La PRESIDENTE fait ressortir la similitude des textes proposés par les représentants des Philippines et de la France. Elle est d'avis que l'adoption du texte proposé par le représentant des Philippines et du paragraphe 2 du texte du Comité de rédaction, consacrerait d'une manière appropriée la responsabilité de l'Etat, selon le vœu du délégué soviétique.

M. CASSIN (France) accepte l'amendement des Philippines.

La PRESIDENTE met aux voix la motion selon laquelle le texte de l'article 33 devrait comprendre la proposition du représentant des Philippines et le paragraphe 2 du texte du Comité de rédaction.

La proposition est adoptée par 4 voix, avec 2 abstentions.

#### Article 34

La PRESIDENTE fait allusion à l'article 15 du projet présenté par la délégation de Panama (A/148). En tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, elle déclare qu'elle accepterait le texte du Comité de rédaction si l'on en retranchait les mots "à établir le plein emploi et", une disposition semblable ayant été insérée dans le texte amendé de l'article 29. Elle propose d'amender comme suit le second paragraphe : "La maternité confère

un droit à une protection, à des soins et à une assistance spéciales. L'enfance a droit également à une protection spéciale."

M. AMADO (Panama) approuve la première phrase du texte du Comité de rédaction, mais non la seconde. Il a été reconnu, déclare-t-il, par l'Institut de Droit américain qu'en de nombreux pays la sécurité sociale est laissée à l'initiative privée et qu'elle ne devrait pas, dans ce cas, être remise aux mains de l'Etat. Il propose d'amender comme suit le texte du Comité de rédaction : "L'Etat a le devoir de prendre ou de veiller à ce que soient prises des mesures d'ensemble en vue de protéger la santé, de prévenir les accidents et la maladie, d'assurer les soins médicaux ainsi qu'une indemnisation en cas de perte des moyens d'existence."

Le Général ROMULO (Philippines) approuve le texte du Comité de rédaction, mais il propose d'insérer dans l'article le texte du projet du Panama, sous la forme suivante: "L'Etat a le devoir de prendre ou de veiller à ce que soient prises toutes les mesures visant à protéger l'individu contre les conséquences du chômage, des infirmités, de la vieillesse et contre les autres cas de perte des moyens d'existence pour des raisons étrangères à sa volonté."

M. STEPANENKO (R.S.S. de Biélorussie) déclare que l'article 34 présente une importance considérable pour les classes laborieuses, qui doivent avoir droit à une protection lorsqu'elles sont en chômage pour des

....

raisons étrangères à leur volonté. Il estime qu'il incombe à l'Etat de prendre à cet égard toutes mesures utiles en vue de leur accorder une aide financière et de leur assurer le paiement de pensions de vieillesse et de maladie.

Mme BEPTRUP (Commission de la Condition de la Femme) déclare qu'elle approuve la disjonction des dispositions concernant la maternité et de celles relatives à l'enfance. Elle propose, en vue d'étendre les dispositions à la grossesse, de remplacer, dans le texte anglais, le mot "Mothers" par le mot "Motherhood".

M. CASSIN (France) approuve la rédaction du paragraphe 1 du texte du Comité de rédaction. Il accepte le texte avec les amendements suivants: tout d'abord, ainsi que l'a proposé le représentant des Philippines, il convient d'exprimer le devoir qui incombe à l'Etat de prendre et de maintenir toutes les mesures voulues pour la protection de la santé; en second lieu, il désire voir supprimés les mots : "à établir le plein emploi et"; enfin, il souhaite que les mots "à protéger l'individu contre ... la vieillesse" soient remplacés par l'expression "à protéger l'individu contre ... les conséquences de la vieillesse".

La PRESIDENTE met aux voix le paragraphe 1 du texte du Comité de rédaction, tel qu'il a été amendé par le représentant des Philippines. Le paragraphe est adopté par 3 voix, avec 3 abstentions.

Elle propose d'amender comme suit le paragraphe 2:  
"La maternité confère le droit à une aide et une assistance spéciales. L'enfance a pareillement droit à une aide et une assistance

spéciales". Le texte est adopté par 3 voix, avec 3 abstentions.

M. VANISTENDAEL (Confédération internationale des syndicats chrétiens) appuie les propositions présentées par les représentants des Philippines, de la Biélorussie et de la Commission de la Condition de la Femme. Il estime que les mots "et toute famille" devraient être insérés après les mots "tout individu".

La PRESIDENTE estime que l'expression "tout individu" englobe l'idée de "famille".

La séance est levée à 13 h.15.